

ANNEXES DU CERFA n°14734*2

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PRÉALABLE À LA RÉALISATION D'UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (ART. R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

La reprographie de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale, sous réserve d'en citer la source.

LIDL

ZAC ISOPARC
37250 SORIGNY

Contact : M. Jean-Rodolphe REGOURD
Tel : 02 47 34 23 70
Courriel : Jean-Rodolphe.Regourd@lidl.fr



Date d'édition du rapport : mai 2018
N° d'Affaire : 1801-E14Q2-032

AUTEUR : Fabien PELLETIER / Yohan DOUVENEAU
Courriel : fabien.pelletier@socotec.com
Tél. : 02 47 70 40 44

SOCOTEC - Agence QHSE Centre - Val de Loire

2 allée du Petit Cher – BP 40155 – 37551 Saint Avertin Cedex
Tél : (+33)2 47 70 40 40 - Fax : (+33)2 47 70 40 01

SOCOTEC France - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 17 648 740 euros
542 016 654 RCS Versailles - APE 7120B - N° TVA intracommunautaire : FR77542016654
Siège social : Les Quadrants - 3 avenue du Centre - CS 20732 Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex - France
www.socotec.fr



LISTE DES ANNEXES A FOURNIR

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » -	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

Annexe 7 : Extrait Zonage aléa retrait/gonflement des argiles

Annexe 8 : Carte de localisation du captage AEP le plus proche et son règlement

NOTA : l'annexe 1 est indépendante du présent dossier



ANNEXE 1

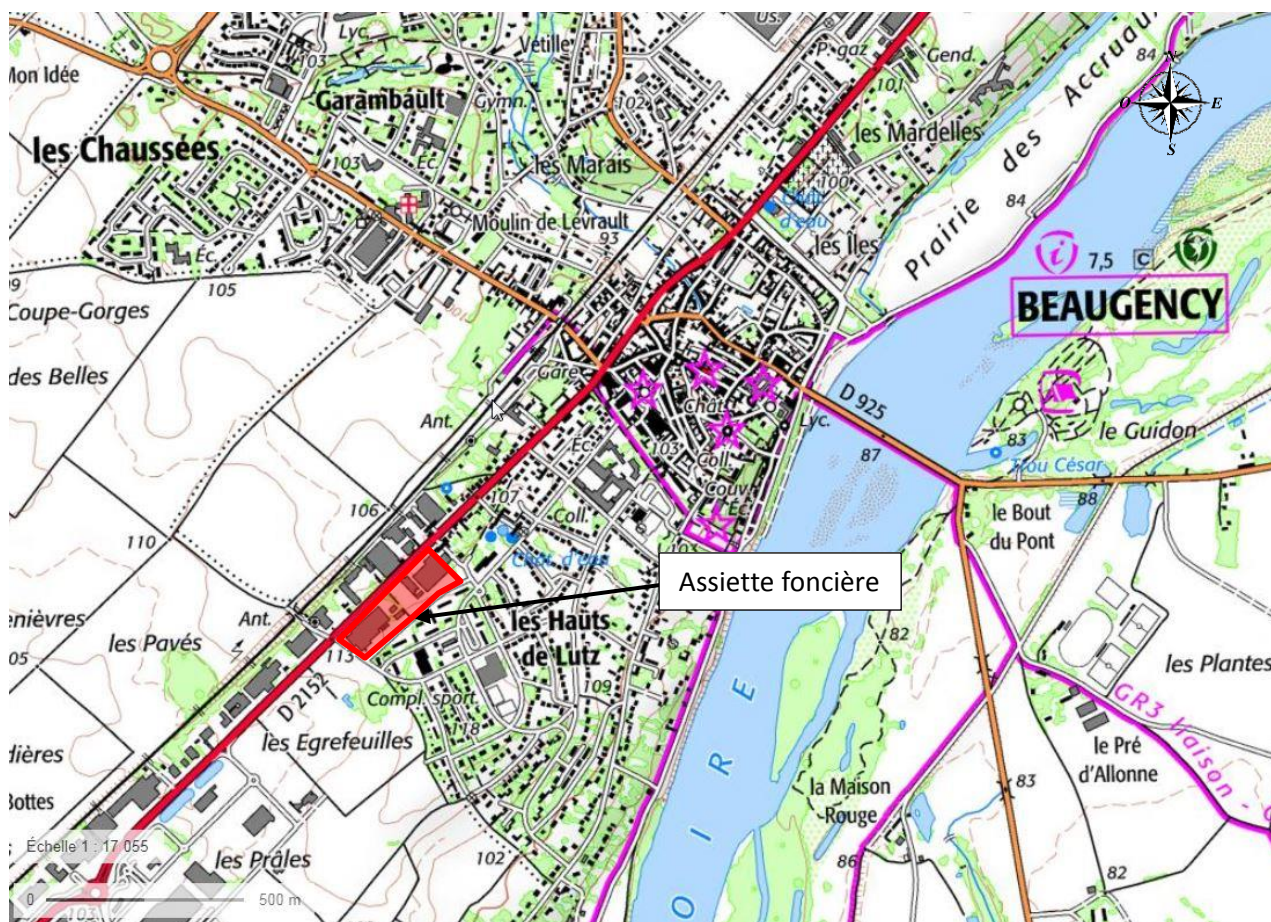
Informations nominatives relatives au pétitionnaire

ANNEXE INDEPENDANTE DU DOSSIER

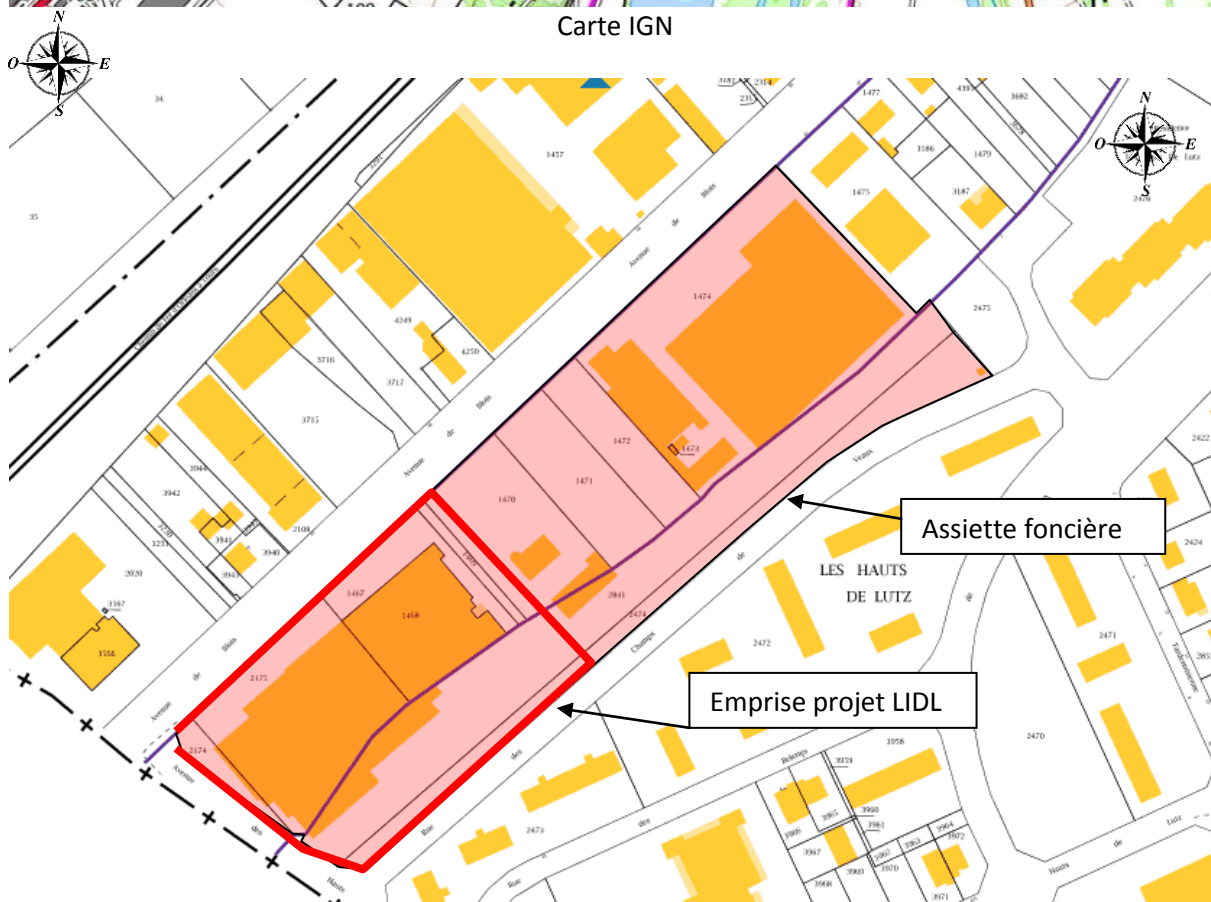


ANNEXE 2

Plans de situation sur fond IGN et cadastrale



Carte IGN



Plan cadastrale de l'assiette foncière



ANNEXE 3

Photographies du site et de ses abords

(Date des photos : 2017)

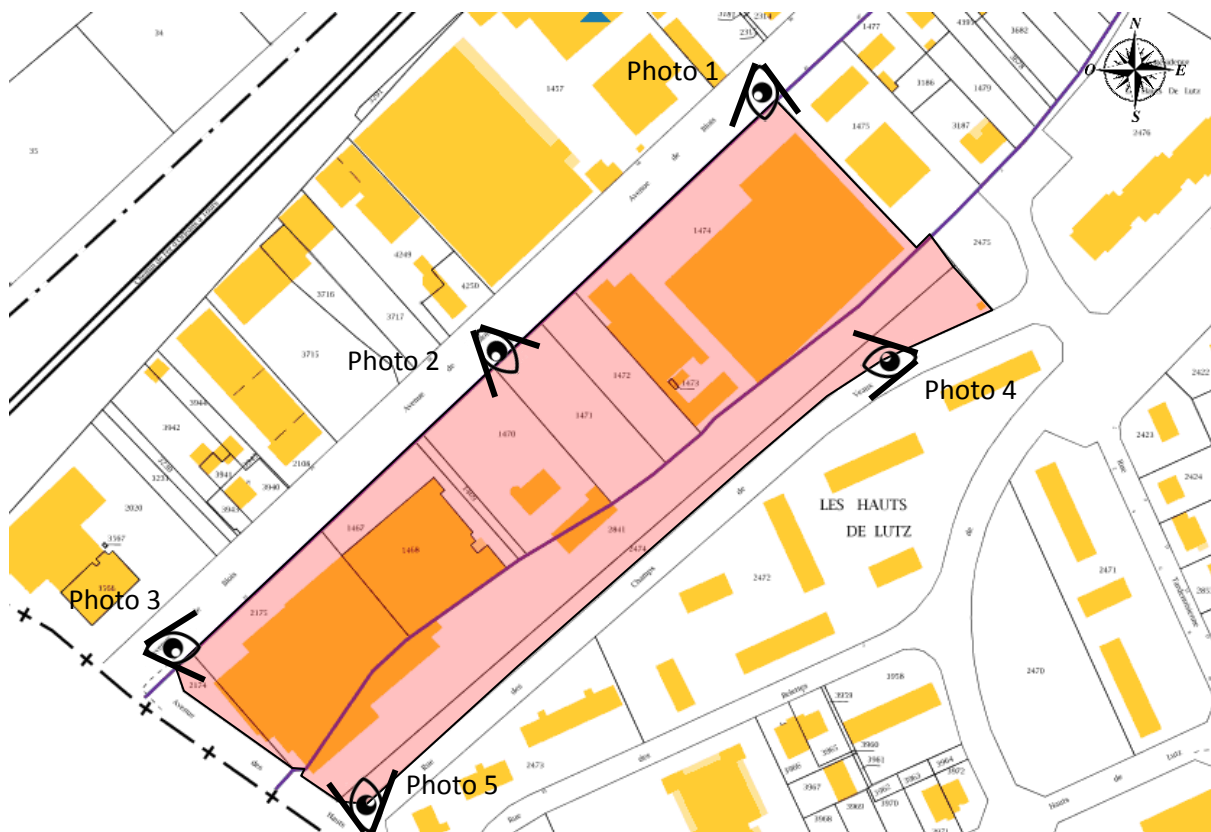


Photo 1



Photo 2



Photo 3



Photo 4

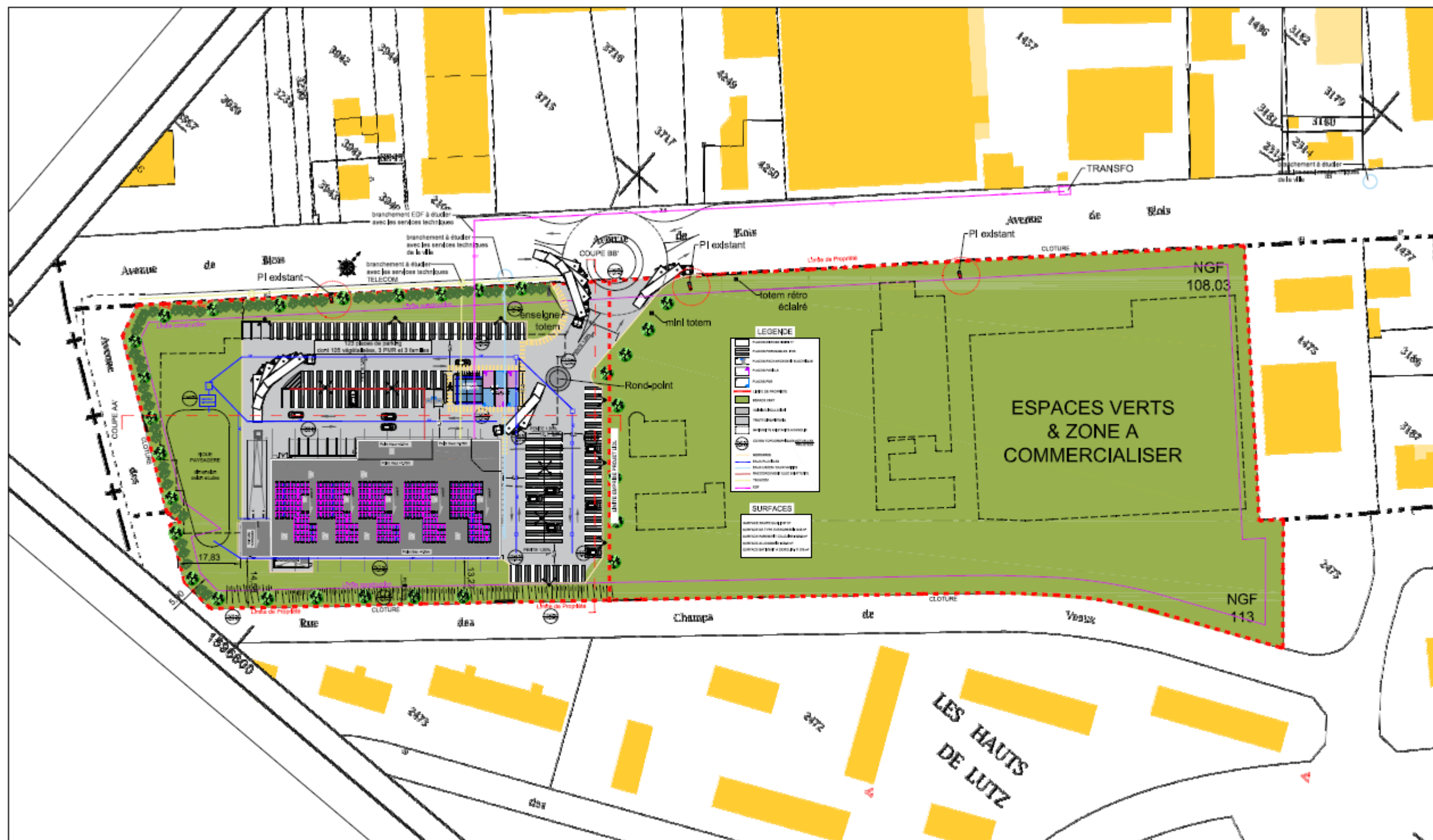


Photo 5



ANNEXE 4

Plans du projet



	SITE DU MAGASIN :	Avenue DE BLOIS 45190 BEAUGENCY
	MAÎTRE D'OUVRAGE :	SNC LIDL 35 Rue Charles Peguy 67039 STRASBOURG
	DENOMINATION :	PLAN MASSE GENERAL -T13

Type de Surface	Désignation	nombre au m²	Type de Surface	nombre au m²	Éléments relatifs au PLU	PLU	Projet	Éléments relatifs au PLU	PLU	Projet
1. Nombre de places de parking		123	5. Surface des espaces verts :	21 908	1. Espaces plantés (LIDL) :	NR	37%	5. Toiture : pente	NR	40%
	dont nombre de places PVR	3	6.1 Surface des espaces verts projet :	4231	• % d'espaces verts	NR	26	5. Clôtures	NR	40%
	dont nombre de places tampon	0	6.2 Surface des espaces verts à commercialiser :	17 227	2. Implantation des constructions :	6	43%	7. Bassin de rétention	NR	0%
	dont nombre de places autoparcage	0	6.3 Surface de la zone paysagère :	630	• par rapport aux voies	6	13%	8. Couleurs imposées (RAL)	NR	0%
	dont nombre de places électriques	2	7. Surface des VRD dont 110 trottoirs	6186	• par rapport aux limites	6	13%	9. Parement des façades	NR	0%
	Altre de circulation des PL Indus	4377	7.1. Surface des places engazonnées	1446	• par rapport aux limites	6	13%	10. Hauteur maximale des constructions	NR	0%
2. Surface du parking couvert		4377	7.2. Surface des envois	3952	3. Place de stationnement :	NR	123	11. Matériaux pour la toiture	NR	0%
3. Surface du parking non couvert		2620	7.3. Surface PAC	57	• espace	NR	10	12. Hauteur, nombre et	NR	0%
4. Surface de la zone de circulation des PL Indus	(je cas échéant)	2620	8. Emprise au sol LIDL	2074	• voirie de circulation	NR	10	13. Zone PPR	NR	0%
5. Surface terrain en pente		11460	9. Emprise au sol surface commerciale	0	3.1. Unitations	NR	819m²	14. Zone PLU	NR	0%
6.1 Surface cadastrale (0+7+6) de l'indus par l'ensemble du projet		11460	10. Surface rampes de 2m	127	• M44 : stationnement max	NR	10%	Présence de tournée à gauche pour VL	NR	0%
6.2 Surface mesurée sur le plan		11460	11. Surface de voirie	400	4. Emprise au sol maximale CES :	NR	10%			
			12. Surface de voirie réglementaire	1274	• % au sol					
			13. Surface de plancher	1660						
			14. Surface de voirie LIDL	1266						
			15. Surface constructible	600						



LEGENDE

	PLACES ENROBE NOIR : 17
	PLACES PERMEABLES : 105
	PLACES RECHARGEMENT ELECTRIQUE
	PLACES FAMILLE
	PLACES PMR
	LIMITE DE PROPRIETE
	ESPACE VERT
	VOIRIE/CIRCULATION
	TROTTOIRS/PIETONS
	BATIMENTS EXISTANTS A DEMOLIR
	COTES TOPOGRAPHIQUES ACTUELLES PROJETEES
	BORDURES
	Eaux PLUVIALES
	Eaux USEES / EAUX VANNES
	RACCORDEMENT ELEC EN ATTENTE
	TELECOM
	EDF

SURFACES

SURFACE RAMPE QUA	137 m²
SURFACE DE TYPE EVERGREEN	1446 m²
SURFACE PAREMENT CALCAIRE	158 m²
SURFACE ALUCOBOND	423,5 m²
SURFACE BATIMENT A DEMOLIR	11 315 m²



SITE DU MAGASIN :
Avenue DE BLOIS
45190 BEAUGENCY

MAITRE D'OUVRAGE :
SNC LIDL
35 Rue Charles Peguy
67039 STRASBOURG

PLAN MASSE -T13

Type de Surface	Désignation	nombre ou m²	Type de Surface	m²
1. Nombre de places de parking		123	6. Surface des espaces verts :	21 958
	dont nombre de places PMR	3	6.1 Surface des espaces verts projet :	4231
	dont nombre de places famille	3	6.2 Surface des espaces verts :	17727
	dont nombre de places auto-partage	0	6.1. Surface de la noue paysagère :	530
	dont nombre de places électriques	2	7. Surface des VRD dont 110 trottoirs :	5185
2. Surface du parking couvert	Aire de circulation des PL incluse	0,00	7-1. Surface des places engazonnées :	1446
3. Surface du parking non couvert	Aire de circulation des PL incluse	4377	7-2. Surface des envois :	3652
4. Surface de l'aire de circulation du camion	(le cas échéant)	2520	7-3. Surface PAC :	57
5. Surface terrain projeté			8. Emprise au sol LIDL :	2074
			8.1 Emprise au sol cellule commerciale :	0
			10. Surface rampe de quai :	400
			11. Linéaire bordure (m) :	1274
			12. Surface de vente réglementaire :	1274
			13. Surface de plancher :	1980
			14. Surface de vente LIDL :	286
			15. Surface photovoltaïque :	500
			5-1. Surface cadastrale (8,1+7+8) délimitée par l'emprise du projet :	11490
			5-2. Surface mesurée sur le plan :	11490

Eléments relatifs au PLU	PLU	Projet	Eléments relatifs au PLU	PLU	Projet
1. Espèces plantées (LIDL) :			5. Tditure : pente	nr	40%
• % d'espaces verts	NR	37%	6. Clôtures	2m	non
• nombre d'arbres	NR	29	7. Bassin de rétention	14 sur 100	OUI
2. Implantation des constructions :			8. Couleurs imposées (RAL)	nr	
• par rapport aux voies	5	43m	9. Parement des façades	nr	
• par rapport aux limites séparatives	5	13m	10. Hauteur maximale des constructions	12	7,28m
3. Places de stationnement :			11. Matériaux pour la toiture	nr	
• voies (le cas échéant)	NR	123	12. Hauteur, nombre et	NR	2
• M Auz : stationnement max	NR	10	13. Zone PPR	UI	UI
3.1 Limitations	1985m	978m	14. Zone PLU	UI	UI
• M SRU					
4. Emprise au sol maximale CES :					
% du terrain	NR	19%			

PHASE	FAISABILITE
DATE	21 Juin 2017
INDEX	ESQ 08
ECHELLE :	1/500°
ARCHITECTE :	
	COMARCHIT
	99 av. Route de Darvay - 45 150 Fleury - comm.archi@orange.fr

Plans masse du projet



ANNEXE 5

Localisation du projet sur fond de vue aérienne





ANNEXE 6

Carte de localisation des zones Natura 2000



ANNEXE 7

Carte des aléas retraits et gonflements des argiles



Source : Georisques



ANNEXE 8

Carte de localisation du captage AEP le plus proche et son règlement

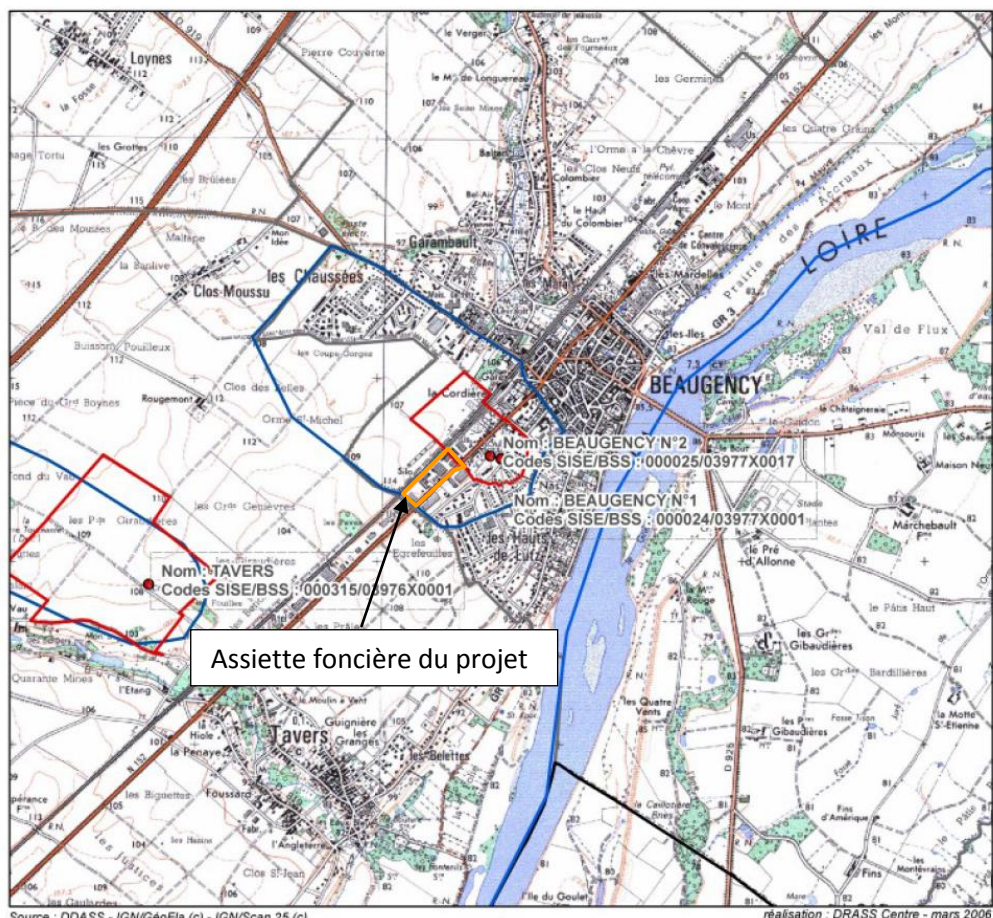
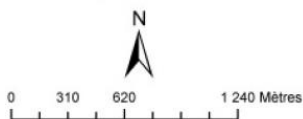


Périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine

Département : Loiret
Commune d'implantation :
BEAUGENCY



- Captages**
- en service
 - en projet
 - abandonnés
- Protection éloignée (blue line)
- Protection rapprochée (red line)
- Communes (grey line)
- Réseau hydrographique (blue line)





PREFECTURE DU LOIRET

Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt

Alimentation en eau potable

Commune de **BEAUGENCY**

ARRETE PREFECTORAL

portant déclaration d'utilité publique des périmètres
de protection des forages communaux de **BEAUGENCY**

LE PREFET DE LA REGION CENTRE
PREFET DU LOIRET
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 1321-2 et L 1321-3, Vu la loi n°

92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau,

Vu le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2°) et le décret d'application modifié n° 55.1350 du 14 octobre 1955,

Vu le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1980 relatif au règlement sanitaire départemental et les arrêtés modificatifs en date du 24 mai 1983 et 24 mars 1986,

Vu les délibérations, en date du 30 avril 1999 et 25 janvier 2002 par lesquelles la commune, sollicite la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des forages F1 et F2,

Vu le dossier d'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté en date du 8 mars 2002 dans la commune de BEAUGENCY,

Vu le plan des lieux et notamment les plans et état parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection des captages,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique de février 2001, Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 10 juin 2002,

Vu l'avis du Sous Préfet de l'arrondissement d'ORLEANS daté du 27 juin 2002,

Vu le rapport et l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène qui s'est réuni le 23 janvier 2003, Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 18 mars 2003,

Considérant que l'ensemble des formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du LOIRET,

ARRETE

Article 1er - UTILITÉ PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique les périmètres de protection des deux forages alimentant en eau potable la commune de BEAUGENCY, ayant pour références :

Forage n°1 : n : 0397-7X-0001, et pour coordonnées Lambert: x = 546,675 ; y = 2308,750 et z = 110.

Forage n°2 : n : 0397-7X-0017, et pour coordonnées Lambert: x = 546,635; y = 2308,375 et z = 108.

Leur débit maximum est de 200m³/h chacun, pour un volume journalier de pointe de 4000 m³.

Article 2 -

Il est établi autour des deux forages, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Article 3 - Servitudes

La commune doit prévoir :

- L'élimination dans les plus brefs délais (maximum deux mois après la notification de l'arrêté préfectoral) de la couche de graisse surnageant dans le captage F2.
 - La mise en place dans les deux mois, d'un dispositif de protection contre les déversements accidentels dans les forages, lors de leur entretien (plaque de protection sur l'extrémité du tubage).
- Le nettoyage du forage F1, dans un délais de 2 ans, suivant la date de notification de l'arrêté préfectoral.
- Le traitement du fer et du manganèse des eaux exhaurées du forage F1, qui doit être maintenu en service comme sécurité, et pour parer à un accroissement de demande. Un suivi mensuel de sa piézométrie sera mis en place.
 - Le nettoyage du forage F2 dans un délais de 5 ans.

Périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle F 2477, propriété de la commune, clôturée entièrement avec un portail fermant à clé. Dans ce périmètre, sont interdits :

- L'épandage d'engrais, herbicides et pesticides.
- l'installation, construction ou activité autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des captages, de la station de traitement et des stockages d'eaux brutes et traitées.
- Aucun matériau et produit ne sera stocké.

Les antennes existantes pourront être maintenues sous réserve que les interventions soient réalisées sous le contrôle et la responsabilité du gestionnaire du service d'eau potable.

L'enclos est accessible uniquement par des personnes autorisées pour le fonctionnement et l'entretien du captage.

Périmètre de protection rapprochée

Ce périmètre concerne les parcelles figurant sur les plans et l'état parcellaire ci-annexés. Dans ce périmètre *sont interdits* :

tout forage ou puits quels qu'en soient l'usage et la profondeur, à l'exception de recherches éventuelles pour l'alimentation en eau potable de BEAUGENCY.

Toute excavation à l'exclusion de réalisation de tranchée éventuelle de fondation.

Le stockage de substances polluantes, non assorti des mesures de protection réglementaires. Les stockages existants qui ne répondent pas à ces mesures de protection, seront supprimés ou mis en conformité, par les propriétaires et à leur frais.

Tout assainissement autonome.

Tout dépôt d'ordures.

L'épandage de boues de stations d'épuration.

Tout épandage autre que ceux strictement nécessaires pour les pratiques agricoles et l'entretien des espaces verts, susceptible de polluer la nappe (en particulier la SNCF, pour désherber ses voies emploiera des désherbants de substitution adaptés à la protection de la qualité de nappes).

Par ailleurs un plan d'intervention pour faire face à des déversements accidentels, pour limiter au maximum les risques de propagation de substances polluantes vers le milieu souterrain, sera établi par les services compétents en liaison avec la ville de BEAUGENCY, dans un délai de deux ans, après la notification de l'arrêté de DUR

Périmètre de protection éloignée

C'est une aire de vigilance où seront scrupuleusement appliquées les lois et les décrets d'application destinés à protéger les eaux, avec mises en conformité si nécessaire.

Article 4 - Surveillance

Une surveillance de l'évolution de la qualité des eaux prélevées sera réalisée par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Si la qualité des eaux venait à se dégrader, et à se rapprocher des limites de potabilité, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres de protection et des servitudes.

Article 5 - Délais d'application

Pour les nouvelles activités, installations ou pour toute modification d'activité ou d'installation existante, il devra être satisfait aux obligations du présent arrêté, dès sa notification aux intéressés.

Article 6 - Sanctions-

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n°67.1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée n° 64.1245 du 16 décembre 1964.

Article 7 - Notifications

Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment pour l'établissement des périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- publié à la Conservation des Hypothèques du département du Loiret,
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture afin que nul n'en ignore les prescriptions en particulier les collectivités et les propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection.

Article 8 - délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Région Centre, Préfet du LOIRET, 181 rue de Bourgogne - 45042 ORLEANS CEDEX,
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, rue de Varennes 75349 PARIS 07 SP,
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLEANS.

Il convient de préciser que la date d'envoi de la notification (date du recommandé) constitue le point de départ du délai de 2 mois, pour demander éventuellement, l'annulation de cette décision.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'Administration pendant quatre mois.

Article 9 - Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement d'ORLEANS, le maire de BEAUGENCY, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée :

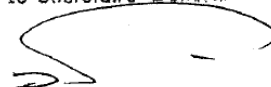
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- au Directeur de la Chambre d'Agriculture du LOIRET.

Fait à Orléans, le 19 MAR. 2003

Le Préfet de la Région CENTRE, Préfet
du LOIRET,

Pour le Préfet

le Secrétaire Général



Bernard FRAUDAN